

LE MONDE DIPLOMATIQUE

FEVRIER 2024

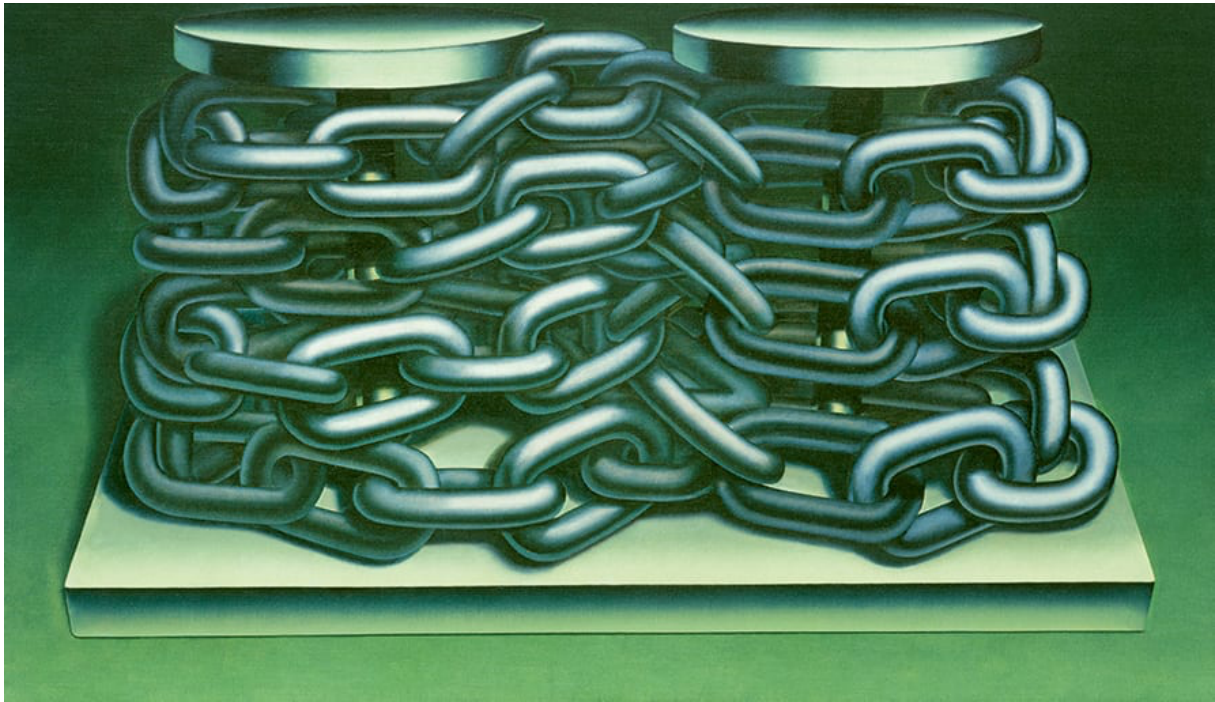
Au parloir avec Julian Assange

PAR [CHARLES GLASS](#)

-

[Au parloir avec Julian Assange](#)

-



Konrad Klapheck. — «Confession», 1989

© ADAGP, Paris, 2024 - Bridgeman Images

Il est 14h.30 ce mercredi 13 décembre lorsque Julian Assange fait son entrée dans l'espace visiteurs de la prison de haute sécurité de Belmarsh, dans le sud-est de Londres. Avec son mètre quatre-vingt-huit, sa crinière blanche et sa barbe bien taillée, le lanceur d'alerte et fondateur de WikiLeaks détonne au milieu de la colonne de prisonniers. Plissant les yeux, il scrute la salle à la recherche d'un visage familier parmi la foule d'épouses, de sœurs, de fils et de pères de détenus. Je l'attends à l'endroit qui m'a été assigné, le point D-3 — un îlot parmi une quarantaine d'autres semblables, formé d'une petite table

basse et de trois chaises rembourrées, deux bleues et une rouge, vissées dans un parquet qui rappelle celui d'un terrain de basket. Nos yeux se croisent, nous nous avançons et nous prenons dans les bras. Cela fait six ans que nous ne nous sommes pas vus. Je ne peux m'empêcher de lâcher : « *Tu es pâlot.* » Avec un sourire espiègle que je lui connais bien, il réplique : « *On appelle ça la pâleur du prisonnier.* »

Depuis qu'en juin 2012 il a trouvé refuge dans la toute petite ambassade de l'Équateur à Londres, Julian n'a pas mis le nez dehors — hormis pendant une minute quand les policiers l'ont jeté dans leur fourgon. Ici, où il a été écroué le 11 avril 2019, on ne lui laisse pas voir la lumière du jour. Il est enfermé dans sa cellule vingt-trois heures sur vingt-quatre, et son unique heure de « promenade » se déroule entre quatre murs, sous l'œil des gardiens.

Les formalités d'enregistrement et de sécurité commencent au centre d'accueil des visiteurs, un bâtiment de plain-pied séparé de la prison, aussi

lugubre qu'une cantine des années 1950 dans une peinture d'Edward Hopper : tables bas de gamme, chaises fatiguées, lumière blafarde, des rangées de casiers vitrés le long des murs. Une dame chaleureuse me propose de prendre un café, puisque je suis en avance. Je me dirige vers une kitchenette rudimentaire où un homme arrose d'eau bouillante un fond de café soluble.

Vingt minutes plus tard, la porte d'un bureau adjacent s'ouvre et la queue pour obtenir les laissez-passer commence à se former. Trois agentes en uniforme sont assises derrière un haut guichet. Quand j'annonce mon nom, la femme qui me fait face consulte son ordinateur : « *Vous êtes là pour M. Assange ?* » Polie, presque aimable, elle prend les empreintes de mes deux index et me fait signe de regarder la caméra fixée au-dessus de nos têtes pour la photographie.

Avisant les trois ouvrages reliés que j'ai l'intention de donner à Julian, elle m'invite à les présenter à sa voisine. En plus de mon dernier essai, *Soldiers*

Don't Go Mad — l'histoire d'un hôpital psychiatrique pour officiers en état de choc pendant la première guerre mondiale —, j'ai apporté le nouveau roman de Sebastian Faulks, *The Seventh Son*, ainsi que *Pegasus : The Story of the World's Most Dangerous Spyware*, une enquête de Laurent Richard et Sandrine Rigaud. Mon interlocutrice découvre la dédicace pour Assange que j'ai inscrite sur la page de titre de mon livre et m'informe qu'il sera impossible de le lui remettre. « *Pourquoi cela ?* » — la question à ne pas poser dans une prison. Réponse : les ouvrages destinés aux détenus ne doivent porter aucune inscription. Je proteste : ce n'est pas un code secret, juste ma signature sur un livre que j'ai écrit. Cela ne change rien. C'est la règle. Elle me demande d'aller patienter à la cafétéria pendant qu'elle va voir ce qu'il en est pour les deux autres volumes.

Entre-temps, la file des visiteurs s'est allongée. Les nouveaux arrivants sont essentiellement des femmes, certaines accompagnées de bébés ou d'enfants en bas âge. Bientôt, l'agente me rappelle et m'apprend qu'Assange ne peut recevoir

aucun livre tant qu'il n'en aura pas retiré de sa cellule. Pour quelle raison ? « *Risque d'incendie* », répond-elle le plus sérieusement du monde.

Muni de mon laissez-passer, un badge marqué « Belmarsh, prison de S[a] M[ajesté] — visiteur social 2199 » autour du cou, je dépose les livres refusés et le contenu de mes poches dans un casier, gardant seulement un peu de liquide — les 25 livres sterling (29 euros) autorisées — pour pouvoir acheter de quoi grignoter à l'intérieur. Je me joins ensuite au cortège des visiteurs et nous traversons une cour pour gagner le bâtiment de la prison. Ce n'est qu'après avoir été de nouveau contrôlés, fouillés, passés aux rayons X et reniflés par un beau golden retriever dressé pour flairer les drogues que nous pénétrons enfin dans la salle où se déroulent les visites.

Nous voici maintenant assis face à face, Julian sur l'un des deux sièges bleus, moi sur le rouge, sous le regard des caméras dissimulées dans des globes de verre au plafond. Ne sachant pas très bien comment entrer en matière, je lui

demande s'il aimerait boire ou manger quelque chose en montrant le petit snack-bar un peu plus loin. Veut-il m'accompagner pour choisir ce qui lui ferait plaisir ? Impossible, me dit-il. C'est interdit. Je note donc sa commande – deux chocolats chauds, un sandwich fromage-cornichons, un Snickers – et vais attendre mon tour devant le stand tenu bénévolement par des membres des Samaritains de Bexley & Dartford. Plus de sandwiches, annonce l'homme derrière le comptoir. Il ne me reste qu'à faire mon choix entre une variété de cochonneries : chips, barres chocolatées, sodas, muffins...

Quand je rejoins notre table avec mon plateau, je note que Julian a changé de siège. Les chaises bleues sont réservées aux visiteurs, et un gardien lui a ordonné de s'asseoir où il faut. Je lui demande pourquoi on ne trouve que de la malbouffe ici. Il sourit : si je voyais ce qu'on leur sert en détention pour 2 livres sterling par jour et par détenu ! Porridge au petit déjeuner, soupe claire au déjeuner, et pas grand-chose d'autre au dîner.

Julian s'était imaginé qu'en prison on prenait ses repas tous ensemble sur de longues tables, comme dans les films. À Belmarsh, les gardiens poussent la nourriture à l'intérieur des cellules et les détenus mangent seuls. Difficile de se faire des amis dans ces conditions. À l'exception d'un vieux monsieur qui a déjà passé sept ans derrière ces barreaux, Julian, avec ses quatre ans et demi, est le plus ancien résident. Il me parle des suicides à répétition, dont un pas plus tard que la nuit précédente.

Je m'excuse de ne pas avoir de livres pour lui : à ce qu'on m'a dit, il aurait dépassé sa limite. D'un air amusé, il m'explique le fin mot de l'histoire. Les premiers mois, il avait droit à environ une douzaine de livres. Puis le plafond est passé à quinze. Il a continué à en réclamer davantage. À combien en est-il aujourd'hui ? « *Deux cent trente-deux.* » C'est à mon tour de sourire.

Et qu'est devenue la radio obtenue de haute lutte pendant sa première année d'incarcération ? Il l'a toujours, mais elle

ne marche plus : la fiche est cassée. D'après le règlement, chaque détenu a droit à un poste de radio acheté au magasin de la prison, mais la direction prétendait qu'il n'y en avait aucun de disponible pour Assange. Apprenant cela, je lui avais fait parvenir une radio, qui m'avait été retournée, puis un livre décrivant comment en fabriquer une, qui m'était également revenu. Au bout de quelques mois, j'ai appelé à la rescousse l'un des plus connus des anciens otages britanniques du Hezbollah. Cet homme déclarait publiquement que le fait d'avoir pu écouter la British Broadcasting Corporation (BBC) sur une radio fournie par ses ravisseurs lui avait évité de devenir fou. Je l'ai prié d'écrire au directeur de la prison. Si la presse révélait que Belmarsh privait Assange d'un privilège que même le Hezbollah ne refusait pas à ses otages, cela ferait mauvais effet. Ainsi Julian a-t-il fini par avoir sa radio. Voudrait-il que j'insiste auprès de l'administration pour la faire réparer ? Non, me dit-il, cela risquerait de lui attirer des ennuis inutilement.

Comment fait-il alors pour rester à la page, lui qui n'a jamais pu se passer d'informations ? La prison l'autorise à lire des articles imprimés, et des amis lui écrivent. Quand j'observe que, avec les guerres en Ukraine et à Gaza, la période serait propice à de nouvelles révélations de WikiLeaks, Julian s'assombrit. Malheureusement, son organisation n'a plus la même capacité qu'avant à mettre au jour les crimes de guerre et les scandales de corruption. Le tarissement des financements, son propre emprisonnement et la surveillance du gouvernement américain découragent les lanceurs d'alerte potentiels. Et il craint que les autres médias ne soient pas disposés à prendre le relais.

Belmarsh, contrairement à beaucoup d'autres établissements pénitentiaires, ne propose ni programmes de formation, ni activités de groupe du type pratique musicale, sportive ou publication d'un magazine interne. Bien que les quelque sept cents résidents soient en détention provisoire dans l'attente de leur procès ou du résultat de leur appel, ils sont soumis à un

régime strictement punitif. C'est parce qu'ils relèvent de la catégorie A – les personnes accusées de terrorisme, de meurtre ou de violences sexuelles, qui « *présentent la plus sérieuse menace pour la population, les forces de police ou la sécurité nationale* ».

L'heure de visite touche à sa fin. Nous nous levons et nous étreignons. Tandis que les familles regagnent la sortie, les prisonniers restent assis. Dans un moment, je serai à l'air libre ; lui aura retrouvé sa cellule. En dehors de ces visites occasionnelles, toutes ses journées sont identiques : l'exiguïté, la solitude, les livres, les souvenirs – et l'espoir de voir aboutir sa dernière procédure en appel contre l'extradition et l'emprisonnement à vie aux États-Unis.

(Traduit de l'anglais par Élise Roy.)

Les 20 et 21 février 2024, la Haute Cour du Royaume-Uni décidera si Julian Assange peut encore faire appel ou s'il peut être extradé immédiatement vers les États-Unis où il risque 175 ans de prison, au titre de la loi contre l'espionnage, pour avoir dénoncé les

crimes de guerre commis par les États-Unis lors des conflits en Afghanistan en Irak.

CHARLES GLASS

Écrivain, journaliste, animateur de radio et éditeur, spécialiste des conflits au Proche-Orient, en Afrique et en Europe. Dernier ouvrage paru : *Soldiers Don't Go Mad : A Story of Brotherhood, Poetry, and Mental Illness During the First World War* (Penguin Press, 2023). Le présent article a d'abord été publié par *The Nation* (2 janvier 2024).